

Quel enseignement de l'Europe dans une Europe en crise ?

En histoire

2. L'idée d'Europe au XXe siècle

En géographie

4. L'Union européenne et ses territoires



Dossier élaboré par
Laurent Maillet et Jérôme Presneau
PLP Lettres Histoire Géographie
LP Goussier Rezé (44)

Le programme de Bac professionnel en Histoire-Géographie propose deux objets d'étude sur l'Europe. En histoire, « L'idée d'Europe au XX^e siècle » permet de donner une profondeur historique indispensable à la compréhension de la construction européenne. Il s'agit principalement de montrer aux élèves que l'idée d'Europe est bien antérieure à la construction européenne et d'évoquer les grands projets de cette construction, facteur de paix dans une Europe jusqu'alors souvent en proie aux conflits. La chute du Mur de Berlin constitue évidemment une rupture majeure qui provoque un accroissement sans précédent du nombre de membres de l'Union européenne, mais aussi un ralentissement de l'intégration lié au retard de développement des ex-pays du bloc de l'Est. Cette problématique permet d'ailleurs, parmi d'autres, de faire le lien avec l'objet d'étude du programme de géographie : « L'Union européenne et ses territoires » qui permet de revenir sur les élargissements successifs, les acquis communautaires et l'Europe à géométrie variable.

Le programme rédigé en 2009 envisage donc l'Union européenne comme un projet original et novateur qui a déjà apporté son lot de réussites et comme une construction en cours se heurtant à des difficultés, mais avec la perspective de les dépasser. D'ailleurs, les deux situations proposées correspondent à cette vision : une réussite déjà actée à travers un grand projet européen (Ariane) et un défi qui reste à relever : les frontières de l'UE. Malgré un approfondissement déjà difficile, les destinées de l'Union européenne se déclinent encore en terme d'élargissement et le document d'accompagnement précise que « L'Europe est dans une logique d'extension avec trois niveaux d'articulation à ses marges : les pays candidats (Croatie, Turquie, ancienne République yougoslave de macédoine) ; les pays candidats potentiels (cinq États balkaniques : la Bosnie, la Serbie, le Monténégro, le Kosovo, l'Albanie) ; la Politique européenne de voisinage (PEV), instrument d'intégration économique et de coopération politique. »

Finalement, si débat il y a au sein de l'Union européenne, par exemple sur la supranationalité ou le projet de constitution, la fin des années 2000, qui suit le plus grand élargissement de l'histoire de l'UE, n'est pas à la remise en cause des fondements du projet européen, horizon incontournable pour le continent.

En à peine dix ans, la perception du projet européen a profondément changé : l'intégration se heurte à d'incessants désaccords, l'Europe à géométrie de plus en plus variable amène à envisager une Europe à la carte et un pays majeur de l'Union a quitté le navire. De plus, les pays membres se déchirent actuellement sur la question des migrants, la montée des populismes et des nationalismes liée à une rupture avec les citoyens menace l'UE en tant que projet solidaire et certains acquis communautaires sur les Droits de l'homme sont bafoués par plusieurs pays membres. Enfin, l'éternel débat entre souverainistes et fédéralistes, inhérent à toute construction supranationale, est souvent supplanté par un débat « pour ou contre l'Europe ».

Le corpus documentaire qui suit est destiné à alimenter la réflexion sur toutes ces nouvelles problématiques et à fournir des documents exploitables en classe. Il reprend quelques textes classiques, comme les discours de Victor Hugo et d'Aristide Briand, et revient sur les réussites de l'Europe, mais la majorité des documents roule sur les désaccords qui nourrissent la crise actuelle, désaccords au sein d'une Union européenne qui existe encore.

Toutes les caricatures du dossier sont issues de Désunion européenne, 60 dessins de presse, préface de Daniel Cohn-Bendit Cartooning for peace Gallimard 2017

PAUL CLAUDEL

À PIED D'ŒUVRE

Messieurs, l'Europe ! Je vous invite à prendre conscience
de cette énorme chose déblayée !

Ce continent à notre disposition tout prêt et cela d'un seul tenant
et d'un bout à l'autre devant nous qu'on a nettoyé.

Cette espèce de jetée hérissée de planches latérales et flanquée de pontons
qui s'étire de toute sa longueur vers la mer et l'Amérique,

Cette espèce de construction avec son arête sublime
et toute espèce de pentes magnifiques,

Et ces grands fleuves en sens contrarié de part en part
qui donnent vie à l'épouvantable mécanique !

Peuples, on vous met sous le nez un paradis qui n'est pas précisément
celui des sots !

Le Bon Dieu n'a pas fait d'un seul coup cette grande chose
pour qu'elle reste éternellement en morceaux.

Regarde, peuple avec défi nouveau issu de je ne sais combien de races interlopes !

Contemple ton héritage et ce tapis sous tes pieds qui monte
et qui descend à grands plis et qui se développe !

Comme un ingénieur ébloui qui regarde et qui prend compte
de la situation Europe !

Brangues, 8 septembre 1943.

Extrait d'« À pied d'œuvre », *Poèmes et paroles durant la guerre de Trente Ans*, 1945, © Éditions Gallimard.



L'Enlèvement d'Europe de Liberale da Verona (vers 1445 – 1528/1529) © RMN-Grand Palais (musée du Louvre) / Daniel Arnaudet
L'Enlèvement d'Europe de Liberale da Verona (vers 1445 – 1528/1529) © RMN-Grand Palais (musée du Louvre) / Daniel Arnaudet

Un jour viendra... Victor Hugo



Messieurs, si quelqu'un, il y a quatre siècles, à l'époque où la guerre existait de commune à commune, de ville à ville, de province à province, si quelqu'un eût dit à la Lorraine, à la Picardie, à la -Normandie, à la Bretagne, à l'Auvergne, à la -Provence, au -Dauphiné, à la Bourgogne : Un jour viendra où vous ne vous ferez plus la guerre, un jour viendra où vous ne lèverez plus d'hommes d'armes les uns contre les autres, un jour viendra où l'on ne dira plus : – Les Normands ont attaqué les Picards, les Lorrains ont repoussé les Bourguignons. Vous aurez bien encore des différends à régler, des intérêts à débattre, des contestations à résoudre, mais savez-vous ce que vous mettrez à la place des hommes d'armes ? Savez-vous ce que vous mettrez à la place des gens de pied et de cheval, des canons, des fauconneaux, des lances, des piques, des épées ? Vous mettrez une petite boîte de sapin que vous appellerez l'urne du scrutin, et de cette boîte il sortira, quoi ? Une assemblée ! une assemblée en laquelle vous vous sentirez tous vivre, une assemblée qui sera comme votre âme à tous, un concile souverain et populaire qui décidera, qui jugera, qui résoudra tout en loi, qui fera tomber le glaive de toutes les mains et surgir la justice dans tous les cœurs, qui dira à chacun : Là finit ton droit, ici commence ton devoir. Bas les armes ! Vivez en paix ! Et ce jour-là, vous vous sentirez une pensée commune, des intérêts communs, une destinée commune ; vous vous embrasserez, vous vous reconnaîtrez fils du même sang et de la même race ; ce jour-là, vous ne serez plus des peuplades ennemies, vous serez un peuple ; vous ne serez plus la Bourgogne, la Normandie, la Bretagne, la Provence, vous serez la France. Vous ne vous appellerez plus la guerre, vous vous appellerez la civilisation !

Si quelqu'un eût dit cela à cette époque, messieurs, tous les hommes positifs, tous les gens sérieux, tous les grands politiques d'alors se fussent écriés : – Oh ! le songeur ! Oh ! le rêve-creux ! Comme cet homme connaît peu l'humanité ! Que voilà une étrange folie et une absurde chimère !» Messieurs, le temps a marché, et cette chimère, c'est la réalité.

Et, j'insiste sur ceci, l'homme qui eût fait cette prophétie sublime eût été déclaré fou par les sages, pour avoir entrevu les desseins de Dieu !

Eh bien ! vous dites aujourd'hui, et je suis de ceux qui disent avec vous, tous, nous qui sommes ici, nous disons à la France, à l'Angleterre, à la Prusse, à l'Autriche, à l'Espagne, à l'Italie, à la Russie, nous leur disons :

Un jour viendra où les armes vous tomberont des mains, à vous aussi ! Un jour viendra où la guerre paraîtra aussi absurde et sera aussi impossible entre Paris et Londres, entre Pétersbourg et Berlin, entre Vienne et Turin, qu'elle serait impossible et qu'elle paraîtrait absurde aujourd'hui entre Rouen et Amiens, entre Boston et Philadelphie. Un jour viendra où la France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces, se sont fondues dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les

votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand Sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre, ce que la Diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France !

Un jour viendra où l'on montrera un canon dans les musées comme on y montre aujourd'hui un instrument de torture, en s'étonnant que cela ait pu être ! Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies, défrichant le globe, colonisant les déserts, améliorant la Création sous le regard du Créateur, et combinant ensemble, pour en tirer le bien-être de tous, ces deux forces infinies, la fraternité des hommes et la puissance de Dieu !

Et ce jour-là, il ne faudra pas quatre cents ans pour l'amener, car nous vivons dans un temps rapide, nous vivons dans le courant d'événements et d'idées le plus impétueux qui ait encore entraîné les peuples, et, à l'époque où nous sommes, une année fait parfois l'ouvrage d'un siècle. (...)

Ici, messieurs, quand j'approfondis ce vaste ensemble, ce vaste concours d'efforts et d'événements, tous marqués du doigt de Dieu ; quand je songe à ce but magnifique, le bien-être des hommes, la paix ; quand je considère ce que la Providence fait pour et ce que la politique fait contre, une réflexion douloureuse s'offre à mon esprit.

Il résulte des statistiques et des budgets comparés que les nations européennes dépensent tous les ans, pour l'entretien de leurs armées, une somme qui n'est pas moindre de deux milliards, et qui, si l'on y ajoute l'entretien du matériel des établissements de guerre, s'élève à trois milliards. Ajoutez-y encore le produit perdu des journées de travail de plus de deux millions d'hommes, les plus sains, les plus vigoureux, les plus jeunes, l'élite des populations, produit que vous ne pouvez pas évaluer à moins d'un milliard, et vous arrivez à ceci que les armées permanentes coûtent annuellement à l'Europe quatre milliards. Messieurs, la paix vient de durer trente-deux ans, et en trente-deux ans la somme monstrueuse de cent vingt-huit milliards a été dépensée pendant la paix pour la guerre ! Supposez que les peuples d'Europe, au lieu de se défier les uns des autres, de se jalouser, de se haïr, se fussent aimés : supposez qu'ils se fussent dit qu'avant même d'être Français, ou Anglais, ou Allemand, on est homme, et que, si les nations sont des patries, l'humanité est une famille ; et maintenant, cette somme de cent vingt-huit milliards, si follement et si vainement dépensée par la défiance, faites-la dépenser par la confiance ! Ces cent vingt-huit milliards donnés à la haine, donnez-les à l'harmonie ! Ces cent vingt-huit milliards donnés à la guerre, donnez-les à la paix ! Donnez-les au travail, à l'intelligence, à l'industrie, au commerce, à la navigation, à l'agriculture, aux sciences, aux arts, et représentez-vous le résultat. (...)

Messieurs, je le dis en terminant, et que cette pensée nous encourage, ce n'est pas d'aujourd'hui que le genre humain est en marche dans cette voie providentielle. Dans notre vieille Europe, l'Angleterre a fait le premier pas, et par son exemple séculaire elle a dit aux peuples : Vous êtes libres. La France a fait le second pas, et elle a dit aux peuples : Vous êtes souverains. Maintenant faisons le troisième pas, et tous ensemble, France, Angleterre, Belgique, Allemagne, Italie, Europe, Amérique, disons aux peuples : Vous êtes frères ! »

Extrait du discours d'ouverture du Congrès de la paix, 21 août 1849, Actes et paroles, I, Hetzel, 1882

Aristide Briand "Une sorte de lien fédéral"

Ici, avec quelque préoccupation, je pourrais dire avec quelque inquiétude, qui fait naître en moi une timidité dont vous voudrez bien m'excuser, j'aborde un autre problème. Je me suis associé pendant ces dernières années à une propagande active en faveur d'une idée qu'on a bien voulu qualifier de généreuse, peut-être pour se dispenser de la qualifier d'imprudente. Cette idée, qui est née il y a bien des années, qui a hanté l'imagination des philosophes et des poètes, qui leur a valu ce qu'on peut appeler des succès d'estime, cette idée a progressé dans les esprits par sa valeur propre. Elle a fini par apparaître comme répondant à une nécessité. Des propagandistes se sont réunis pour la répandre, la faire entrer plus avant dans l'esprit des nations, et j'avoue que je me suis trouvé parmi ces propagandistes.

Je n'ai pas été cependant sans voir les difficultés d'une pareille entreprise, ni sans percevoir l'inconvénient qu'il peut y avoir pour un homme d'État à se lancer dans ce qu'on appellerait volontiers une pareille aventure. Mais je pense que, dans tous les actes de l'homme, voire les plus importants et les plus sages, il y a toujours quelque grain de folie ou de témérité. Alors, je me suis donné d'avance l'absolution et j'ai fait un pas en avant. Je l'ai fait avec prudence. Je me rends compte que l'improvisation serait redoutable et je ne me dissimule pas que le problème est peut-être un peu en dehors du programme de la Société des Nations; il s'y rattache cependant car depuis le Pacte, la Société n'a jamais cessé de préconiser le rapprochement des peuples et les unions régionales, même les plus étendues.

Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés, comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral. Ces peuples doivent avoir à tout instant la possibilité d'entrer en contact, de discuter de leurs intérêts communs, de prendre des résolutions communes. Ils doivent, en un mot, établir entre eux un lien de solidarité qui leur permette de faire face, au moment voulu, à des circonstances graves si elles venaient à naître.

C'est ce lien, messieurs, que je voudrais m'efforcer de créer.

Évidemment, l'association agira surtout dans le domaine économique : c'est la nécessité la plus pressante. Je crois qu'on peut en ce domaine, obtenir des succès. Mais je suis sûr aussi qu'au point de vue politique ou au point de vue social, le lien fédéral, sans toucher à la souveraineté d'aucune des nations qui pourraient faire partie d'une telle association, peut être bienfaisant. Et je me propose, pendant la durée de cette session, de prier ceux de mes collègues qui représentent ici les nations européennes de vouloir bien, officieusement, envisager cette suggestion et la proposer à l'étude de leurs gouvernements, pour dégager plus tard, pendant la prochaine assemblée peut-être, les possibilités de réalisation que je crois discerner.

Extrait du discours prononcé par Aristide Briand le 5 septembre 1929 devant la Xe assemblée de la SDN, cité par Georges Suarez, *Briand*, tome 6 (1923-1932), Paris, Plon, 1952.

LA TERRE PROMISE



CURTJUS (Allemagne), MACDONALD, HENDERSON (Grande-Bretagne), BRIAND, LAVAL (France), GRANDI (Italie), BRUNING (Allemagne), EGENS (Tchécoslovaquie), SCHÖNER (Autriche), ZALESKI (Pologne), PRAALAND (Norvège), VAN BLOKLAND (Pays-Bas), BECH (Luxembourg), UNDEN (Suède), HYMANS (Belgique), LEROUX (Espagne), VENIZELOS (Grèce), BRANCO (Portugal), MOTTA (Suisse), KAROLYI (Hongrie), LATTIK (Estonie), ERICI (Finlande), MARINKOVIC (Yougoslavie), TITULESCO (Roumanie), BORGHJERG (Danemark).

ERASMUS avant ERASMUS

Autant que le déroulement des faits historiques, l'Européen de l'avenir devra aussi apprendre à connaître les réalisations actuelles des autres peuples, se familiariser avec ce qu'ils ont de positif et de créateur, en les observant lui-même directement. C'est ce que permettent aujourd'hui les voyages, jusqu'à un certain point, mais seulement de manière insuffisante, d'abord parce qu'un voyage de vacances ne donne qu'un aperçu rapide, le plus souvent déformé, ensuite parce que c'est seulement à l'âge mûr et non à l'époque décisive de leur jeunesse qu'il est donné de voyager à la plupart des gens. Il serait pourtant important est souhaitable d'agir tout particulièrement pour que la jeunesse, justement, fasse connaissance avec les pays voisins, car ce n'est que dans ces années initiales que l'âme est entièrement ouverte, prête à apprendre et disposée à porter un regard approbateur, tandis que les personnages de 30 ou 40 ans sont déjà plus ou moins figées dans une forme de vie dont la construction est achevée et, le plus souvent, ont une tournure d'esprit critique et sceptique : trop rigides pour pouvoir changer, elles ont connu trop de déceptions pour pouvoir s'enthousiasmer. La question la plus importante serait donc de savoir comment mettre la jeunesse en contact avec la jeunesse, non pour des relations superficielles mais pour les rencontres vraiment créatrices qui permettent le travail en commun est la véritable camaraderie.

Pour une part, ce travail en commun pourrait avoir lieu dans les universités. Voilà un point sur lequel je voudrais insister. Il me semble depuis longtemps que des conventions internationales entre États et université seraient nécessaires qui permettraient aux étudiants d'obtenir la reconnaissance d'un semestre ou d'une année d'étude dans une université étrangère.

Aujourd'hui, entre la plupart des pays, cette possibilité n'existe pas encore, puisqu'un Allemand qui voudrait faire ses études dans une université italienne pendant un semestre ou une année entière devrait considérer comme perdue cette année humainement et moralement si enrichissante, puisque, dans son pays d'origine, elle ne serait pas reconnue comme équivalente à une année d'études. Par une telle réglementation, on barre la route à d'innombrables jeunes gens, précisément aux meilleurs et aux plus avides d'apprendre, à ceux qui voudraient confronter les méthodes d'apprentissage en usage dans leur propre pays aux méthodes pratiquées à l'étranger, apprendre à fond une langue étrangère et entrer en contact avec d'autres représentants de leur génération, avec une autre méthode.

Et cette occasion manquée n'est presque jamais rattrapable, car à l'issue d'un parcours d'études, pour la plupart, à vrai dire pour la grande majorité des jeunes gens, s'impose rapidement la nécessité de gagner sa vie ; seul un petit nombre d'entre eux peuvent ajouter à leurs d'études un séjour à l'étranger et c'est ainsi que les arts et les sciences évoluent en fin de compte dans le cadre nationaux sans s'interpénétrer de manière créatrice et utile dans l'esprit d'une génération nouvelle.

Mais il ne faudrait pas limiter ces échanges à l'université et au contraire, mettre à profit les vacances des lycéens pour élargir, grâce à des bourses ou à des échanges, la connaissance et la vision du monde de ces jeunes gens avides d'apprendre. J'imagine qu'on pourrait avec profit, dans tous les établissements d'enseignement secondaire d'Italie d'Allemagne, de France, d'Espagne destiner régulièrement un élève particulièrement doué et tenté par l'expérience à passer ses vacances à l'étranger, si les États s'entendaient entre eux pour accorder aux candidats retenus la gratuité du voyage en train à l'aller et au retour et si un échange était convenu entre les familles, afin que les élèves de milieu pauvre ou modeste bénéficient, eux aussi, de cet avantage.

On éduquerait ainsi , dans tous les pays en même temps, sous le signe de l'amitié, une génération vigilante, une élite connaissant les langues et les mœurs étrangères, ayant vu les pays étrangers de ses propres yeux, une sorte d'état-major de l'armée intellectuelle dans la mission commune serait de conquérir l'avenir. Dans l'appareil vasculaire de la pensée et des études, le sang commencerait à circuler plus vigoureusement. Et chaque pays tirerait profit de la présence, dans ses administrations publiques, dans son commerce, dans ses universités, de cette fine fleur de la jeunesse ayant noué avec les pays étrangers, dès ses années d'études, des liens intimes et naturels de camaraderie et d'éducation. A partir de cette élite , de ce groupe lié par l'amitié, se diffuserait immédiatement dans chaque pays la connaissance de l'autre. Ils seraient les agents tout désignés de la médiation, les propagateurs de l'esprit d'entente et donc les adversaires de cette sourde méfiance entre les nations dont nous avons le sentiment qu'elle est encore plus fatale que toutes les brèves éruptions d'hostilité belliqueuse.

Une telle communauté une fois créée, celle d'une nouvelle génération éduquée dès son jeune âge, sans haine, dans le respect des réalisations européennes communes, on disposera dans tous les pays d'un large milieu de personnes ayant un point de vue à la fois national et européen. Alors on pourrait songer à instituer des organisations au plus haut niveau, par exemple une académie européenne, une université européenne, dont les sessions se dérouleraient tantôt dans telle capitale, tantôt dans telle autre , une académie englobant les différentes institutions académiques des différents pays, une instance suprême qui encouragerait tous les rapprochements pacifiste et amicaux et qui empêcherait tout les malentendus.

Aussi me semble-t-il important de réaliser l'union culturelle de l'Europe avant son union politique, militaire et financière qui se heurte aujourd'hui encore à des tendances farouchement opposées.

Stefan Zweig (1881-1942),

La désintoxication morale l'Europe (1932-1937)

Appels aux Européens,

traduction de Jacques le Rider

copyright Bartillat, 2014

REPÈRES

TROIS SIÈCLES D'ASPIRATION EUROPÉENNE

François Olislaeger



1713 : l'abbé de Saint-Pierre souhaite l'union des princes chrétiens pour apporter « la paix perpétuelle en Europe »



1795 : pour Kant, les nations européennes doivent se fédérer pour « créer un état de paix établi sur des lois »



1814 : le philosophe Claude Henri de Saint-Simon propose la création d'un Parlement européen



1849 : Victor Hugo forge l'expression des « États-Unis d'Europe »



1921 : la journaliste Louise Weiss plaide pour un rapprochement franco-allemand



1923 : Romain Rolland fonde la revue littéraire « Europe »



1934 : Stefan Zweig veut faire sortir l'idée européenne des seuls cercles de l'élite

« Sans l'Angleterre ! »



1946 : Winston Churchill appelle à la construction des « États-Unis d'Europe »



« Pour le meilleur et pour le pire ! »

1951 : Albert Camus affirme que l'Angleterre et l'Europe sont solidaires



1945 : Romain Gary exprime son rêve de dépassement des frontières et d'unité européenne

« La guerre doit être gagnée par tous ! »



1947 : Ernst Jünger prône la création d'une Europe unie dans « La Paix »



1988 : le pape Jean-Paul II encourage le « processus de l'intégration européenne »

Conception et documentation GAËTANE POISSONNIER

LES 9 ÉCHELLES DE L'EUROPE

Michel Foucher, géographe

Le mot Europe est « un nom flottant et qui pendant longtemps n'a pas su sur quelles réalités exactement se poser », notait l'historien Lucien Febvre en 1944. La multiplicité des sens est source de confusion : on mêle les termes par paresse intellectuelle (« Europe » à la place de « Commission de Bruxelles », « Union » ou « continent ») ou par propagande (« valeurs européennes » mises en avant par l'orthodoxe Poutine qui s'en voudrait le gardien, pour mieux discréditer la modernité occidentale).

Cette diversité est issue d'une série d'incarnations historiques successives. Le pape Pie II (1405-1464) fut le premier à dire aux princes chrétiens querelleurs de se penser comme « européens » pour refouler les Ottomans après la prise de Constantinople. L'« Europe » se substitua à la « Chrétienté » déchirée par les guerres de Religion. Il en resterait un fantasme d'unité à préserver ou retrouver, qui perdure : les voix dissidentes sont condamnées ; toute divergence relève du tribunal d'Inquisition – comme si l'on pouvait être toujours tous d'accord sur tout !

À l'âge classique, un concert européen se mit en place : tour à tour équilibre des puissances, balance d'États rivaux, champ de bataille des nations armées jusqu'aux dents, parfois patrie idéale des libres esprits. « Pérorer sur l'Europe, c'est avoir tort. Notion géographique. J'ai toujours trouvé le mot "Europe" dans la bouche de politiciens qui tentaient d'obtenir des concessions d'une puissance étrangère sans oser les demander en leur propre nom », remarquait en 1876 le chancelier allemand Bismarck. Cette tentation demeure lorsque Berlin doit négocier seul, en 2016, avec Ankara un accord migratoire « au nom de l'Europe ».

Après 1945, l'« Europe » offre une voie de rédemption pour l'Allemagne, de résurrection pour la France, de renaissance pour l'Italie. En 1946, Churchill appelait à la formation de « quelque chose comme les États-Unis d'Europe », mais son pays n'en serait pas : il avait gagné la guerre et préférait le grand large. L'esprit présidant aux ruptures imaginées par quelques fondateurs tient en ceci : des traités et des institutions plutôt que des conflits. Ce nom flottant s'est posé sur une réalité institutionnelle, une Communauté européenne devenue Union.

Churchill avait ajouté : « Le premier pas vers une nouvelle formation de la famille européenne doit consister à faire de la France et de l'Allemagne des partenaires. Seul ce moyen peut permettre à la France de reprendre la conduite de l'Europe. » Là encore, né d'une impulsion française, le projet « européen » est paralysé lorsque Paris n'a pas d'idées neuves à mettre sur la table.

Aujourd'hui, deux distinctions s'imposent dans l'usage du mot « Europe ». D'une part, dans le flot de paroles relatives à la politique européenne, on entend trois discours : l'Europe des États, source de l'action commune dans une forme confédérale ; l'Europe des citoyens, soit pour « plus d'Europe » (la « construction » à approfondir face aux réticences des pouvoirs nationaux), soit eurosceptiques bruyants ; enfin, l'Europe des bureaux, tentée par la gouvernance dépolitisée (un marché unique sans frontières, une concurrence pure et parfaite, une intégration) et intrusive. Ce qui tranche entre les trois idéologies, ce sont les réalités, c'est-à-dire les événements, qui imposent le bon format de réponse. Ainsi une crise financière importée des États-Unis interpelle la Banque

centrale européenne ; des attentats terroristes conçus ailleurs exigent des réponses régaliennes, donc nationales ; une tension géopolitique à l'est du continent incite à une gestion resserrée de la crise (Paris et Berlin) et à l'appel au protecteur américain.

D'autre part, la question de l'articulation entre l'Europe comme Union à 28 et le continent n'est pas tranchée. Le sujet des limites de l'Union est resté tabou car il ne fallait pas borner la diffusion de valeurs éprouvées ; d'où la reprise de négociations d'adhésion en 2016 avec une Turquie néo-ottomane, dans l'espoir, vain, de la transformer. Le pape Pie II, déjà cité, avait rédigé une lettre au sultan pour l'inviter à se convertir au catholicisme ; il renonça à la lui adresser. Quant à l'interaction avec la Russie, elle est compliquée car les principes de l'Union (la coopération entre États souverains, le refus de la guerre) se heurtent à la pratique des purs rapports de force, comme en Ukraine. Une politique extérieure commune doit-elle jouer sur le registre imposé par l'autre partie, au risque de se renier, ou camper sur ses seules valeurs, au risque de l'impuissance ?

« Penser l'Europe, c'est comme dessiner une carte : on commence par les contours. C'est aux confins de l'Europe qu'il y a de la tension ; c'est là que la main tremble, c'est là qu'on se corrige tout le temps », nous dit Adam Globus, poète biélorusse, dans le livre d'entretiens d'Alexandre Mirlesse *En attendant l'Europe*.

le1hebdo n°111 Brexit or not brexit 15 juin 2016

Michel Foucher

Ancien ambassadeur, conseiller géopolitique du 1, il est notamment l'auteur de *L'Obsession des frontières* (Tempus, 2012) et a dirigé *l'Atlas de l'influence française au XXIe siècle* (Robert Laffont, 2013). Il vient de publier avec le politiste Bertrand Badie *Vers un monde néo-national ?* (CNRS Éditions, 2017).



12 réussites de l'Union

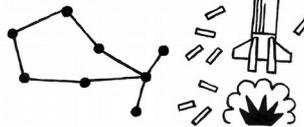
ANNÉES 1960 : LA PUISSANCE AGRICOLE EUROPÉENNE DÉPASSE CELLE DES ÉTATS-UNIS GRÂCE À LA PAC

Politique agricole commune

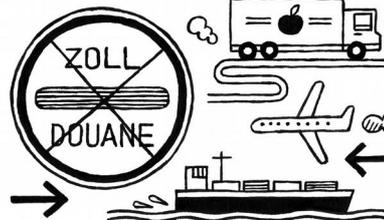


1979 : LA PREMIÈRE FUSÉE ARIANE EST LANCÉE DANS L'ESPACE

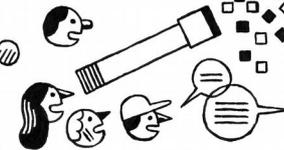
KOUROURICO!



1986 : L'INSTAURATION DU MARCHÉ UNIQUE PERMET LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES



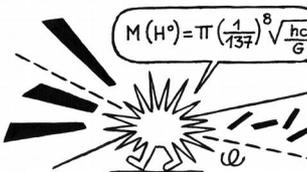
1996 : LE PROGRAMME KALÉIDOSCOPE SOUTIENT 518 PROJETS DE COOPÉRATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE



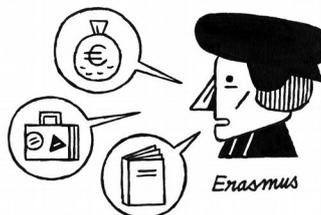
2004 : LA CARTE EUROPÉENNE D'ASSURANCE MALADIE FACILITE LA PRISE EN CHARGE DES SOINS MÉDICAUX



2012 : LE CERN PROUVE L'EXISTENCE DU BOSON DE HIGGS QUI RÉVOLUTIONNE LA PHYSIQUE DES PARTICULES



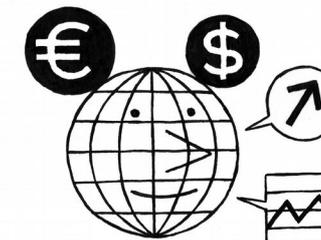
2012 : 270 000 ÉTUDIANTS BÉNÉFICIENT D'UNE BOURSE POUR ÉTUDIER À L'ÉTRANGER AU COURS DE L'ANNÉE SCOLAIRE



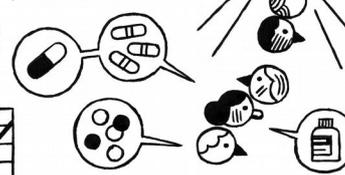
2013 : LE PIB DES 28 ÉTATS MEMBRES DÉPASSE CELUI DES ÉTATS-UNIS ET DE LA CHINE



2013 : L'EURO DEVIENT LA PREMIÈRE MONNAIE FIDUCIAIRE MONDIALE DEVANT LE DOLLAR



2013 : L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EUROPÉENNE REPRÉSENTE 18 % DU MARCHÉ MONDIAL



2014 : LE ROBOT PHILAE DE L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE SE POSE SUR LA COMÈTE TCHOURI



2015 : AIRBUS DÉTIENT PLUS DE LA MOITIÉ DU MARCHÉ MONDIAL DE L'AVIATION



PRENONS LE RISQUE D'EXISTER

Daniel Rondeau, écrivain

L'Europe est la plus belle invention des Européens. Et notre plus grande défaite. Elle brille aujourd'hui par son incapacité à exister. La crise ukrainienne a été un révélateur cruel de la corruption de la pensée qui nous mine. Par notre obstination à nous fabriquer un ennemi (la Russie) sur notre sol, notre désinvolture face à l'histoire et à la simple vérité, par notre façon de jeter de l'huile sur le feu tout en nous parant de bonne conscience démocratique, qu'avons-nous démontré ? Notre -impuissance d'intervention face à une crise majeure, notre difficulté à penser de façon autonome le futur proche de notre continent, notre soumission naïve au *Kriegspiel* américain. (Obama au moins, lui, joue sa partition ; il défend les intérêts de son pays, affaiblit la Russie et entretient le désordre sur notre continent.) Les bâtisseurs de l'Europe avaient forcé le cours des choses en créant un espace pacifié, des institutions communes, un grand marché et une monnaie unique. Le temps est venu d'une nouvelle étape : passer à l'essentiel. Qui sommes-nous ? Pourquoi l'Europe est-elle notre maison ? Quel rôle -allons-nous lui donner et au nom de quoi ? Or -l'Europe a décidé que les Européens -devaient -oublier leur trésor d'histoire et d'aventure et leur socle judéo-chrétien. A-t-on jamais vu un asthénique profond guérir après une cure d'amnésie ? Dans *Le Passé d'une illusion*, François Furet écrit que les Allemands et les Russes, deux grands peuples européens, étaient incapables, à cause des crimes qu'ils ont commis, de donner un sens à leur xxe siècle. En fait, c'est le continent tout entier de l'humanisme qui a été contaminé. Je suis un patriote français donc un patriote européen. Pas de survie pour la France sans Europe, pas d'Europe sans puissance, pas de puissance sans identité et volonté communes. Nous voulons construire une nouvelle puissance qui se nomme l'Europe. Il faut réformer en profondeur les institutions européennes, forger autour du couple franco-allemand, et avec quelques pays proches, un instrument de volonté et s'accorder sur un triple objectif de souveraineté européenne -intégrée : la recherche, la défense, la politique extérieure. Refusons d'abandonner notre vieux continent aux jachères de l'esprit et de la volonté, essayons de rendre sa liberté à l'intelligence européenne, existons, si nous le voulons ! Il est temps de donner un sens à notre XXIe siècle.

Le1hebdo, n°7 Peut-on encore aimer l'Europe ?

Daniel Rondeau

Écrivain, journaliste, éditeur, ce grand voyageur a été nommé ambassadeur de France à Malte en 2006, puis auprès de l'Unesco de 2011 à 2013. Il est l'auteur de plusieurs romans dont *Dans la marche du temps* (2004). Son journal des années 1991-2012 a paru chez Flammarion en janvier sous le titre *Vingt ans et plus*.

« Européen depuis que j'ai commencé à réfléchir »

Je ne me souviens pas d'un moment précis où je ne me sois dit pour la première fois : « je suis européen. » Je crois m'être toujours senti tel, depuis que j'ai commencé à réfléchir, pour toutes sortes de raisons : l'atmosphère familiale, les discussions, les livres que je lisais, cette sensation que nous sommes tous des poupées russes - mon identité Triestine est contenue dans mon identité italienne, elle-même comprise dans l'identité européenne, et ainsi de suite. La situation de Trieste dans les années très difficiles de l'immédiat après-guerre a aussi, je crois, eu une influence : il y avait des tensions entre l'Italie et la Yougoslavie, l'incertitude sur notre avenir liée aux frictions entre monde occidental et monde soviétique. Sans oublier le gouvernement militaire allié des Anglo-Américains qui exerça le pouvoir à Trieste jusqu'en 1954. On se rendait bien compte que les problèmes pressants qui nous concernaient et nous traversaient en quelque sorte étaient des problèmes d'ordre européen. Ce qui ne signifiait et ne signifie toujours pas se sentir moins italien pour autant.

Il m'arrive avec l'Europe la même chose qu'à Saint-Augustin avec le temps : quand on ne l'interrogeait pas, il croyait savoir ce que c'était, mais quand on lui posait la question, il ne savait plus. Je crois que l'Europe, par rapport à d'autres grandes civilisations très importantes pour l'histoire du monde, a une caractéristique : celle d'avoir dès le début mis l'accent sur l'individu plutôt que sur la totalité, que celle-ci soit politique, religieuse, étatique ou autre. De la *polis* grecque au droit romain, de la pensée stoïcienne au concept chrétien de personne, le premier rôle revient à l'individu, que l'humanisme considérait comme la mesure de toute chose, dont le libéralisme a proclamé les droits inaliénables que le socialisme s'est proposé de rendre concrets. L'individu est le héros en littérature, en politique et en philosophie, lui dont Kant déclare qu'il doit toujours être une fin, jamais un moyen. Un individu qui toutefois n'est pas un cow-boy solitaire mais, selon Aristote, un « animal politique » lié aux autres individus par le sens d'un destin commun; un individu dont la qualité de vie ne se limite pas à sa personne mais comprend la qualité de vie des autres, de la communauté dans laquelle il vit, du monde même. L'Europe, depuis Antigone, a proclamé une exigence, celle d'un certain nombre de valeurs morales qui ne sont plus discutables, plus négociables (ces «lois non inscrites des dieux» dont parle la tragédie de Sophocle). Bien sûr, tous les États européens, au cours de leur histoire, ont violé ces principes en commettant des violences et des injustices énormes, mais le tribunal qui les soumet à son jugement s'inspire de ces principes absolus qui sont l'essence de la civilisation européenne.

Alors, l'idée européenne me semble essentielle. Pour quantité de raisons, mais avant tout pour celle-ci : aujourd'hui, les grands problèmes qui façonnent notre destin ne sont jamais exclusivement nationaux, ils sont toujours européens. Une crise économique chez l'un rejaillit immédiatement sur tous les autres, de la même façon qu'une crise à Milan ne concernerait pas que Milan mais toute l'Italie.

Cette réalité de fait devrait entraîner une réalité de droit, et pas seulement une vague « idée européenne »; elle exigerait un véritable Etat européen, fédéral et décentralisé, mais avec des principes et des lois valables pour tous, comme aujourd'hui les régions d'un État ont des législations particulières pour tous leurs problèmes particuliers, mais respectent la Constitution et les lois de l'État. Considérer par exemple le problème des migrants comme un

problème uniquement italien, ou espagnol, comme on a cherché à le faire au début de la crise, est ridicule; c'est comme si l'on disait que cela ne concerne pas l'Italie mais la Sicile, puisque les bateaux n'arrivent pas à Bologne ou à Milan. Je rêve d'un véritable Etat européen, mais ce rêve paraît, hélas, de plus en plus lointain. J'ai réagi à l'annonce du brexit avec tristesse et déception : c'est un signe de plus du grave affaiblissement de l'Europe et des idées européennes. Ce choix souligne à quel point les différences aujourd'hui ne jouent plus tant entre un Etat et un autre qu'à l'intérieur des États eux-mêmes. Les campagnes anglaises qui ont voté pour le brexit sont en vérité plus proches des territoires italiens qui soutiennent la ligue du Nord que de Londres, qui à son tour est plus proche de Florence ou de Bologne que de l'Angleterre profonde. Si les Italiens, naguère très europhiles, sont devenus en grande partie eurosceptiques, c'est qu'ils réagissent, je crois, comme les citoyens des autres pays : ils sont incertains et désorientés.

Je sais que l'on prête à Jean Monnet l'idée qu'il aurait fallu commencer par la culture. Seulement attention : la culture est fondamentale, bien sûr, mais pas comme un objet de discours, de Congrès, de grandes proclamations. La culture n'est digne de ce nom que quand elle inspire concrètement, avec ses propres valeurs, sa propre vision du monde et de l'histoire, les institutions, la politique, l'itinéraire pour créer des relations toujours plus concrètes et réelles (pas seulement « culturelles » mais économiques, pratiques, militaires, et ainsi de suite).

Pour donner aux Européens une nouvelle envie d'Europe, je crois qu'il faudrait éviter de considérer les coups répétés que nous prenons pour une défaite définitive, un KO final. Je cite volontiers l'expression de Gramsci : pessimisme de la raison et optimisme de la volonté.

Claudio Magris, né le 10 avril 1939 à Trieste, est un écrivain, germaniste, universitaire et journaliste italien, héritier de la tradition culturelle de la Mitteleuropa qu'il a contribué à définir.

Conversation avec Sophie Gherardi,
numéro spécial de Ouest-France/le1hebdo 8 octobre 2016

LE PARADOXE DU BREXIT

Jan-Werner Müller, politiste

Les partisans d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne vendent le rêve d'une vaillante petite Grande-Bretagne recouvrant sa souveraineté. Ils opposent cette vision à la réalité supposée d'une UE dictatoriale contraignant des peuples européens réticents à une « union toujours plus étroite ». Michael Gove, le ministre de la Justice pro-Brexit, va jusqu'à comparer le Royaume-Uni à un otage enfermé dans le coffre d'une voiture. C'est tout de même un paradoxe que la Grande-Bretagne envisage de quitter l'Union alors que celle-ci a été refaçonée selon ses vœux ! Les dirigeants nient rarement leurs réussites. C'est pourtant ce que fait une partie de la classe politique britannique : au lieu d'admettre qu'ils sont parvenus à éloigner le rêve d'une Europe fédérale, les eurosceptiques, par intérêt politique à court terme, feignent d'être face à un ennemi qui a depuis longtemps cessé d'exister.

Il est vrai que la Grande-Bretagne a nourri, dès son adhésion en 1973, des sentiments ambivalents à l'égard de l'intégration européenne. Mais on a tendance à oublier que même Margaret Thatcher œuvra avec enthousiasme aux côtés de Jacques Delors à ce que l'on appelait dans les années 1980 « la réalisation du marché unique ». Cela signifiait l'élimination des barrières commerciales, la reconnaissance mutuelle des normes et des réglementations de façon à intensifier les échanges et la concurrence au sein de l'UE.

On oublie trop souvent aussi que Londres a apporté un soutien crucial à l'élargissement de l'Union à l'est. Au début des années 1990, Helmut Kohl redoutait d'avoir une zone d'instabilité aux portes de l'Allemagne ; il considérait aussi, à juste titre, que l'industrie allemande prospérerait en Europe de l'Est. Mais Kohl avait face à lui un François Mitterrand craignant que l'élargissement ne renforce le poids de l'Allemagne et ne nuise à la cohésion de l'Union. La Grande-Bretagne estima que l'élargissement se ferait effectivement au détriment de l'approfondissement. Elle avait vu juste dans l'ensemble.

L'UE que le Royaume-Uni s'apprête peut-être à quitter n'est donc pas vraiment la création d'une bureaucratie bruxelloise fanatiquement fédéraliste. Cette UE reflète à bien des égards la vision britannique de l'Union. Car, contrairement aux fantasmes colportés par les eurosceptiques, la Grande-Bretagne n'est pas isolée en Europe : la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, petits pays aux économies ouvertes, ont soutenu l'offensive britannique en faveur du renforcement du marché unique et de la libéralisation des échanges. Certes, la zone euro et l'espace Schengen ne cadrent pas avec cette vision britannique de l'Europe. Mais là encore, des petits pays redoutant la domination du couple franco-allemand ont été ravis de voir le Royaume-Uni créer un précédent en négociant des dérogations, et instaurer de fait une Europe à plusieurs vitesses.

Quoi qu'en dise Michael Gove, la Grande-Bretagne a tenu le volant de l'UE. Si elle préfère aujourd'hui partir de son côté dans une voiture beaucoup plus petite, elle se retrouvera au mieux à conduire une minuscule Mini : elle perdra quasiment tout son pouvoir d'influence dans l'Union et ne jouera plus guère de rôle dans les instances internationales où se négocient les accords commerciaux et les règles de l'ordre mondial.

Même les politiques britanniques favorables au maintien de leur pays dans l'Union parlent d'elle comme d'une menace potentielle. Ils feraient mieux d'admettre que le Royaume-Uni a réussi, à bien des égards, à créer une Europe britannique.

Jan-Werner Müller

Professeur de théorie politique à l'université de Princeton, aux États-Unis, cet historien allemand est notamment l'auteur de *Difficile démocratie : les idées politiques en Europe au xx^e siècle, 1918-1989* (Alma, 2013) et de *Qu'est-ce que le populisme ?*, à paraître Premier Parallèle.



« Le destin de l'Europe est dans nos mains » selon Joschka Fischer

Ouest-France Publié le 08/10/2016

Avez-vous été surpris par le Brexit ?

Je pensais que les Britanniques étaient le peuple européen le plus rationnel. J'avais tort. Reste à savoir, maintenant, si une sortie de l'Europe est réellement possible à un prix raisonnable. Le processus de négociation sera long. En revanche, on sait déjà que, pour un État membre de la zone euro (*les Britanniques avaient gardé leur monnaie*), ce serait encore plus compliqué, je dirais même presque impossible.

Pourquoi cette montée des nationalismes ?

Honnêtement, j'ai du mal à comprendre. Si vous regardez le XXe siècle, il est coupé en deux. La première moitié, le temps des nationalismes, a été un enfer pour l'Europe. Ensuite, avec la construction européenne, c'est devenu un monde radicalement différent. L'amitié franco-allemande a démarré à une époque où, en tout cas en France, l'idée n'était pas franchement populaire. Et voilà qu'aujourd'hui, même en Allemagne, le nationalisme est de retour. C'est à peine croyable.

C'est un rejet de la globalisation ?

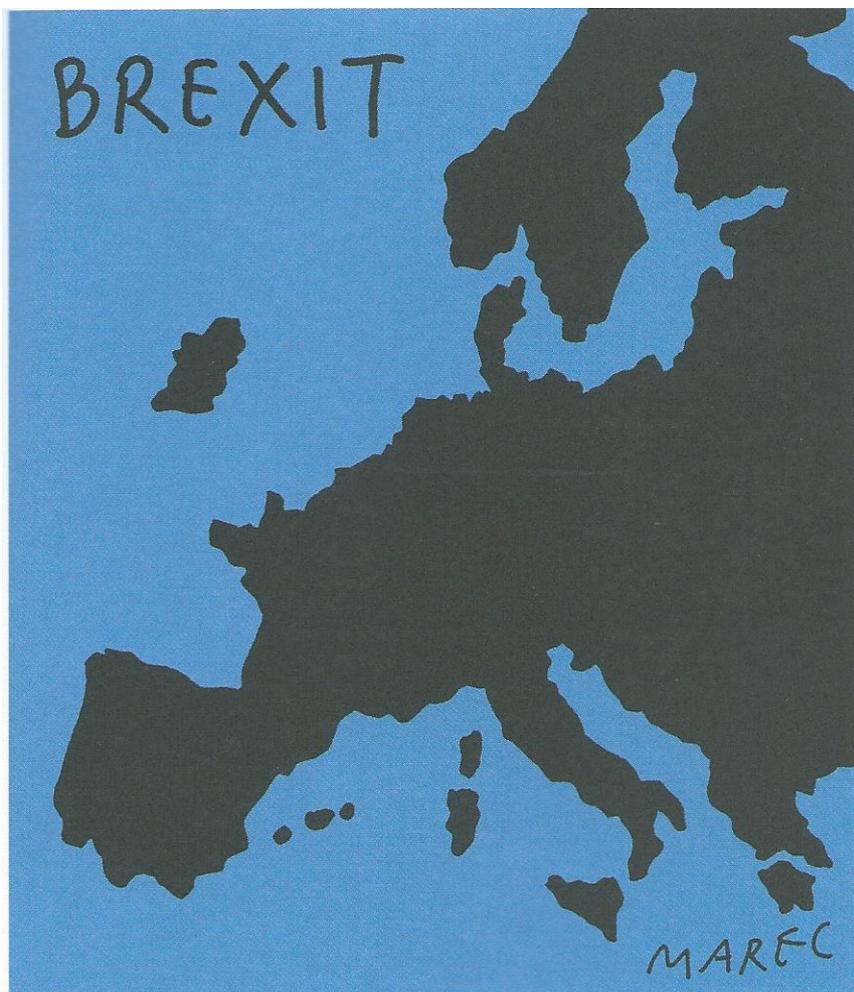
Dans un monde globalisé, quelle différence y a-t-il entre un Français et un Allemand ? Ou un Britannique et un Français, un Allemand et un Italien ? Vus de l'extérieur, nous sommes tous des Européens. Entre un habitant du Cachemire et un Indien du Sud, il y a beaucoup plus de différences qu'entre un Français et un Allemand, mais pour nous, c'est l'Inde. Eh bien, pour eux, c'est l'Europe. Et si nous ne comprenons pas ça, si nous, les Européens, ne défendons pas nos propres intérêts, qui va le faire à notre place ? Les États-Unis ? Qu'on le veuille ou non, ils vont se tourner de plus en plus vers le Pacifique. Les Russes ? J'espère que non ! Les Chinois ? Ils ont la mémoire longue ; ils n'ont pas oublié la façon dont l'Europe a traité la Chine au début du XXe siècle, quand elle était encore faible. Qui, alors ? C'est aux Européens de le faire. Tous ensemble.

Vous avez évoqué par le passé le modèle suisse. Peut-il servir à l'Europe ?

Les Suisses ont réussi, au XIXe siècle, à créer un État tout à fait unique, composé de Français, d'Italiens et d'Allemands, sans que personne n'y perde son identité nationale. Nos nations ont plus ou moins mille ans, la diversité de l'Europe est une réalité permanente. Le modèle suisse me semble plus réaliste pour l'Europe que celui des États-Unis : une seule langue et un seul président d'un bout à l'autre du continent, je n'y crois pas.

La France et l'Allemagne peuvent-elles avoir une approche commune face à la Russie ?

L'Europe doit avoir une réponse commune, et non nationale. La Russie est devenue agressive à l'égard de l'UE. Pour moi, c'est très surprenant car, pendant mes sept ans comme ministre des Affaires étrangères, je ne me souviens pas d'une seule fois où la Russie se soit montrée hostile envers l'UE. L'ennemi, c'était l'Otan. D'ailleurs, les Russes ne se sont jamais plaints de l'élargissement de l'Union. Jamais. Alors, d'où vient ce revirement ? Je crois qu'il vient d'un changement d'opinion au sein des élites russes qui rêvent de retrouver leur empire perdu.



Marec (Belgique)
Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni décide par référendum de quitter l'Union européenne.
C'est le « Brexit ».

« IL FAUT BÂTIR UNE EUROPE À PLUSIEURS CERCLES »

Élisabeth Guigou, Femme politique

L'Union européenne est-elle en danger ?

Certainement. L'Union est en danger non seulement à cause du référendum britannique, mais parce qu'il n'y a plus d'esprit européen et plus d'initiative depuis de longues années. Elle a été secouée par la crise économique, qui n'est pas née, comme vous le savez, en Europe mais aux États-Unis. Si nous avons aujourd'hui à peu près sécurisé la zone euro, nous n'avons toujours pas d'union économique, ce qui pourtant était prévu au départ. Nous nous sommes arrêtés au milieu du gué, comme nous l'avons fait avec Schengen. Donc, bien sûr, l'Union européenne est en danger. Avant même le référendum britannique, nous étions engagés dans un processus d'effilochage, de dislocation, voire de désintégration. Le référendum n'arrange rien. Quel que soit le résultat, une initiative forte est nécessaire.

Quel type d'initiative ?

Dans l'idéal, une initiative franco-allemande. Un sursaut politique est indispensable. Il y a une forte attente vis-à-vis de la France. Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker l'a encore dit il y a quelques jours. Si le couple franco-allemand s'entend, personne ne peut s'y opposer. Autrement, l'Union européenne continuera à s'embourber dans des agendas incompréhensibles qui rendront l'Union encore plus illisible pour les citoyens.

.../...

Que proposeriez-vous ?

Sur l'emploi, il faut vraiment axer notre plan sur les jeunes et la nouvelle économie couplée avec l'énergie. Il existe un vecteur génial : Erasmus ! Nous pouvons le décliner sous toutes les formes : un Erasmus pour les apprentis, un Erasmus pour les associations, etc. C'est le meilleur moyen de toucher la société civile directement. Sur la sécurité, je souhaite que nous ayons un Conseil européen de sécurité qui réunisse une fois par an, avec les chefs d'État et de gouvernement, les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur pour harmoniser nos politiques. Enfin, la liberté de circuler. Vingt-cinq ans après la signature de la convention de Schengen, il faut prendre au sérieux ce que nous avons annoncé : en contrepartie de la suppression des contrôles fixes aux frontières intérieures, le contrôle des frontières extérieures, la coopération judiciaire et policière, l'harmonisation des politiques d'asile et d'immigration, etc. Heureusement, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a pris les choses en main : notamment en proposant l'installation de hotspots en Grèce et en Italie, l'échange de renseignements, un corps de gardes-frontières et de gardes-côtes. Les résultats sont là : les flux migratoires vers la Grèce et l'Allemagne ont considérablement diminué. Nous avons trop tardé mais nous mettons enfin en place un contrôle de nos frontières extérieures.

La négociation directe entre Berlin et Ankara sur la question migratoire ne participe-t-elle pas de l'effilochage dont vous parliez ?

C'est dommage, cela donne l'impression que chacun fait cavalier seul. Il est urgent d'y mettre fin. Le seul moyen de s'en sortir, c'est que les Allemands et les Français travaillent ensemble, dégagent des compromis constructifs. Des deux côtés, cela suppose plus de solidarité et plus de partage de souveraineté, sinon on reste impuissant.

À l'issue du référendum britannique, seriez-vous favorable à la constitution d'un noyau dur au sein de l'Union, réduit aux pays fondateurs par exemple ?

Je n'aime pas l'expression de noyau dur. Elle donne l'impression d'une volonté d'exclusion. Et on donne aussi le sentiment de définir un périmètre avant de définir un contenu. J'ai toujours plaidé pour la méthode inverse. Dès les années 1990, avec Jacques Delors, nous avons voulu privilégier les coopérations renforcées. Je pense qu'il faut avancer vers une Europe différenciée. Une stratégie que nous avons expérimentée avec l'euro, avec Schengen, avec la Charte sociale européenne. Il faut continuer.

Il ne s'agit pas de bâtir une Europe à la carte, mais une Europe à plusieurs cercles. Je suis persuadée qu'il y aura un socle d'intégration politique autour des 19 pays de la zone euro. Ceux qui feront l'effort de s'y maintenir accepteront une logique d'union politique. La question de confiance devra être posée : êtes-vous d'accord pour continuer ?

Comment procéder ?

Il faut construire une Union économique avec de l'harmonisation fiscale pour éviter le dumping fiscal. Il reste à avancer sur le dumping social. Je préconise une idée simple : l'instauration d'un salaire minimum partout, avec un objectif de rapprochement qui tienne compte des différences – on peut imaginer qu'il doive représenter 60 % du salaire médian. Il faudrait deux ou trois mesures de ce type qui marquent les esprits et montrent la direction.

Et au-delà du socle de la zone euro ?

L'Union européenne composée de 28 États est appelée à s'élargir aux Balkans, donc à 5 membres, quand ils seront prêts. Cette Union ne doit pas être considérée comme une deuxième division ou une Union des pauvres. Un projet unificateur serait la Communauté de l'énergie, qui porterait une politique commune aux confluent de l'économie, des nouvelles technologies, du climat et des relations extérieures. J'espère qu'un jour on parviendra à avoir une politique européenne vis-à-vis de la Russie, et aussi du Sud. Le schéma global comprend donc la zone euro, les « 28 + 5 », puis un troisième cercle constitué par les pays européens qui ont conclu des accords spéciaux avec l'UE comme la Norvège et la Suisse. Le Royaume-Uni, s'il quitte l'UE, a vocation à appartenir à ce cercle, doté de statuts particuliers. Ce sera peut-être un jour le cas de la Turquie si les négociations n'aboutissent pas.

Ne faut-il pas mieux définir et fixer les frontières extérieures de l'Union ?

Les frontières à l'est ont toujours été floues. Pierre le Grand avait décidé que la frontière de l'Europe, c'étaient les monts Oural car il voulait que l'on considère Moscou comme une ville européenne. Aujourd'hui et pour des années, l'Europe c'est l'UE telle qu'elle est, et les Balkans. Ce

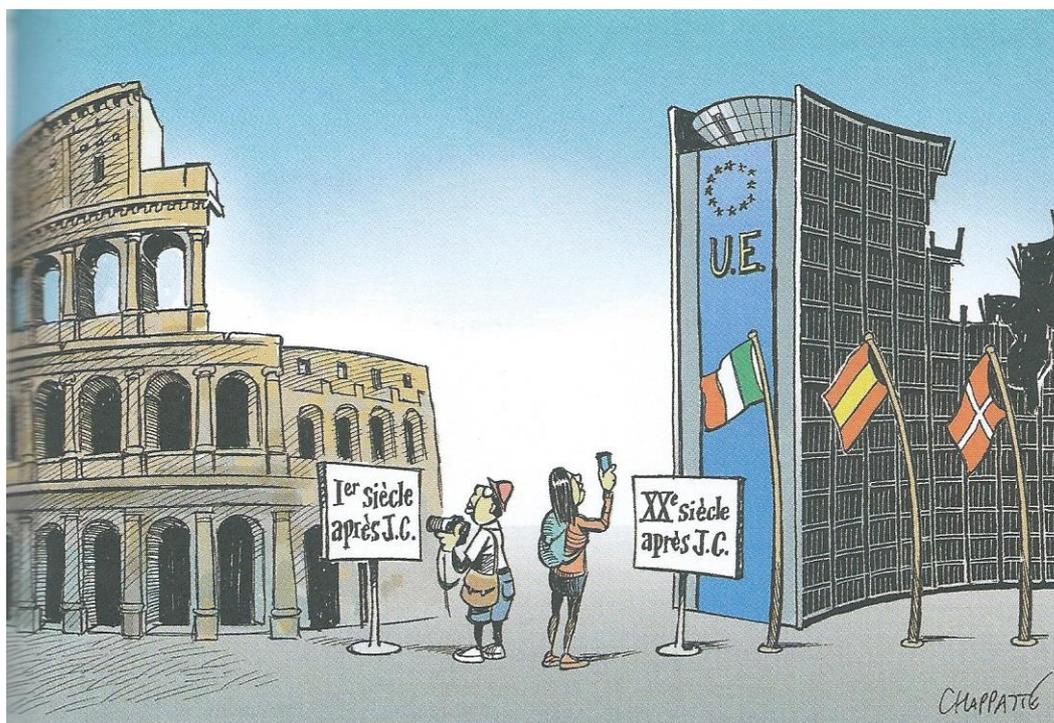
sont les pays sur lesquels il n'y a pas de discussion. Si vous pensez aux États qui ont fait partie de l'URSS, alors leur appartenance à l'Union relève du cas par cas. C'est un sujet primordial de discussion avec la Russie. On ne peut traiter de la même façon l'Ukraine, la Géorgie et la Pologne. Ce n'est pas pareil. Quant à l'adhésion de ces ex-pays d'URSS à l'OTAN, pour moi c'est non, car c'est un chiffon rouge pour M. Poutine. Mais les erreurs de l'UE n'excusent en rien l'annexion de la Crimée.

Propos recueillis par ÉRIC FOTTORINO et LAURENT GREILSAMER

le1hebd0 n°111 Brexit or not brexit

Élisabeth Guigou

Présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, députée PS de Seine-Saint-Denis, elle a notamment exercé les fonctions de ministre déléguée aux affaires européennes, de ministre de l'Emploi et de la Solidarité et de garde des Sceaux. Elle a publié plusieurs livres sur l'Union européenne, dont *L'Europe : les défis à venir de la première puissance économique mondiale* (Cherche Midi, 2014) et préside la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh.



« Reconquérir les peuples pour sauver l'Europe »

- L'Opinion , 7 Nov 2016, Interview Jean-Dominique Merchet @jdomerchet



Ancien ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, présente son plan pour remettre l'UE en état de marche

EN DÉCEMBRE 2015, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine publiait un article dans l'Opinion intitulé « Pour sauver le projet européen, il faut le libérer du dogme européiste ». Ce texte, repris et développé dans plusieurs titres français et étrangers, est devenu un petit livre :

Sauver l'Europe (Liana Lévi, 10 euros) qui se présente comme « le plan Védrine ». Nous avons à nouveau rencontré son auteur.

Vous vous définissez comme un « eurocritique » et voilà que vous voulez « sauver l'Europe », estimant même que « la possibilité qu'elle se défasse est insupportable ». Vous seriez-vous soudainement converti à la foi européiste ?

Lorsque je dis que la dislocation de l'Europe serait « insupportable », je parle au premier degré : la France ne pourrait pas la supporter. Au vu de la place que le projet européen a pris dans l'imaginaire et la vision politique en France depuis une vingtaine d'années, ce serait un traumatisme insurmontable. Je ne suis pas devenu européiste, mais je suis bien obligé de faire ce constat clinique. Sur ce point, et même s'il y a une part de vrai dans leur propos, je ne vais pas aussi loin que Régis Debray ou de Jean-Pierre Chevènement qui pensent qu'une telle dislocation libérerait les énergies des peuples. Peut-être que l'Allemagne y arriverait, mais la France serait le pays le plus affecté. D'où ma tentative de proposer ce plan pour sauver l'Europe. C'est ce qui me relie à François Mitterrand...

Quel est donc ce « plan Védrine » ?

Dans mon livre, je le résume en trois temps : pause, conférence, refondation. La pause dans l'intégration européenne est un message adressé aux peuples. En effet, le point de départ de mon analyse, c'est que les peuples décrochent de l'Europe. On ne pourra pas ébranler les vrais antieuropéens, comme Marine Le Pen, mais on devrait pouvoir rattraper les autres, les sceptiques, les déçus, les allergiques aujourd'hui majoritaires. Pour les reconquérir, il faut d'abord arrêter de les mépriser. Les élites, devenues inaudibles, doivent consentir à un compromis avec les peuples. Arrêtons, par exemple, de parler d'« abandon de souveraineté », parce que les gens ont bien compris que, dans ce cas, cette souveraineté n'était pas perdue pour tout le monde ! Cessons d'avoir des vapeurs quand les peuples demandent de l'identité, de la souveraineté ou de la sécurité. Ce sont des aspirations normales, légitimes, même si elles prennent parfois des formes inacceptables. Il faut

y apporter des réponses raisonnables. Donc, décrétons une pause de quelques mois maximum, pour prendre le temps de réfléchir. Cela marquerait les esprits. Ce serait un « On vous a compris ! »

Après la pause, vous appelez à une conférence sur le modèle de celle de Messine en 1955. Celle-ci a été à l'origine de la CEE des Six, au lendemain de l'échec de la Communauté européenne de défense (CED). Une énième conférence pour sauver l'Europe ?

Non, car celle-ci serait fondatrice, à condition qu'elle clarifie les rôles. L'un des grands problèmes est celui de la surréglementation. Même Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, a reconnu que l'on a eu tort de réglementer « à outrance » ! A cet égard, la France porte une vraie responsabilité : nous avons réussi à transposer à Bruxelles notre génie pour les trucs compliqués. La loi sur la pénibilité du travail en est un exemple récent. La conférence que je propose ne doit pas se tenir dans une ville comme Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg. Surtout, les institutions européennes (Commission, Parlement, Cour de Justice) n'y seraient pas invitées au début. Les gouvernements volontaires devraient y répondre à la question : « Quelle valeur ajoutée pour l'Europe qui doit cesser de se mêler de tout avec des directives sur les concombres ou les chasses d'eau ? Et comment redonner de l'oxygène démocratique aux Etats et aux régions ? » Le niveau européen devrait se concentrer sur quelques domaines clés redéfinis et arrêter de vampiriser les niveaux national, régional ou local. On a bâti l'Europe à l'envers. Si l'on parvient à un projet cohérent de refondation, on pourra à ce moment-là le soumettre à des référendums et surtout pas avant, ils ne seraient que destructeurs. Cette refondation vise, au fond, à sauver le mode de vie européen. C'est un peu comme les dévaluations de la monnaie qu'on faisait jadis, une manière de repartir sur de nouvelles bases. L'Europe a besoin d'une relégitimation politique, impossible sans les peuples.

L'un des lieux communs est de miser sur le couple franco-allemand pour la relancer l'Europe. Qu'en pensez-vous ?

Depuis la réunification allemande, ce discours n'est plus tenu que par les Français... En Allemagne, seul le ministre des Finances Wolfgang Schäuble l'évoque encore. Ce qu'il faut maintenant, c'est que les deux pays se parlent franchement. Or, la France ne pourra être entendue que si elle entame enfin ses réformes structurelles, pour redevenir crédible. Alors, on pourrait dire aux Allemands que, par exemple, leur transition énergétique antinucléaire est irrationnelle. Ou que la chancelière n'a pas facilité la gestion de la crise des réfugiés.

Le Brexit peut-il être l'occasion de cette refondation ?

La France avait une carte à jouer au lendemain du référendum britannique. Je regrette qu'on n'ait pas saisi cette opportunité. On peut analyser le Brexit de deux façons : comme une aberration britannique ou comme l'indice d'un malaise général des Européens. On s'est trop concentré sur la première et, sans surprise, le sommet de Bratislava a été décevant... Quant aux suites réelles du référendum britannique, il est trop tôt pour le savoir. Personne n'a la moindre idée de ce que sera la situation dans un an. La récente décision de Haute Cour (NDR : impliquant le Parlement britannique dans la décision finale) montre combien les choses peuvent bouger. Selon moi, il est stérile d'adopter une ligne punitive avec les Britanniques. Il n'est pas exclu que, dans un an ou deux, l'Europe ne veuille pas se passer de la Grande-Bretagne et réciproquement. C'est notamment vrai en matière de défense – qui ne relève pas de l'UE, mais d'accords bilatéraux. En 1998, j'ai d'ailleurs été l'un des acteurs de ceux de Saint-Malo. Aujourd'hui, je soutiens la proposition de Jean-Dominique Giuliani et de la Fondation Robert Schuman sur un traité de défense entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Je me réjouis de voir que des « européistes » en

viennent à privilégier, par réalisme, l'intergouvernemental sur le communautaire. Cela est plus utile que les incantations sur la défense européenne.

Comme vous le racontez dans votre livre Les Mondes de François Mitterrand (Fayard), qui vient d'être réédité, vous avez été pendant quatorze ans un proche collaborateur de l'ancien président. Son engagement européen était très fort. Avec le recul, qu'est-ce qui a mal tourné ?

D'abord, je me méfie du récit à l'eau de rose selon lequel il y aurait eu une période enchantée de la construction européenne qu'il s'agirait de retrouver. François Mitterrand était un Européen, mais il était aussi un patriote français à 100 % : souvenez-vous qu'il a participé à la commémoration du millénaire capétien. Pour moi, le moment clé, c'est Maastricht. Au moment de l'Acte unique de 1986, personne ne s'est rendu compte de l'engrenage normalisateur que celui-ci déclenchait. En 1992, au moment du référendum, c'est là que j'ai découvert que les classes populaires ne suivaient plus, qu'elles avaient peur et qu'il y avait quelque chose d'illégitime à vouloir faire l'Europe et le bonheur des peuples par le haut. Le résultat a d'ailleurs été très serré (51,04 % de oui). Après Maastricht, comme Helmut Kohl, François Mitterrand souhaite une pause. Les deux hommes avaient d'ailleurs employé la même expression, chacun de leur côté, devant Jacques Delors : « Cela n'empêchera pas la Seine (le Rhin) de couler ».

Et pourtant vous avez soutenu le projet de monnaie unique...

Certes ! Car, avant l'euro, la France était de fait dans la zone Mark. A l'Elysée, j'ai vu François Mitterrand demander à Helmut Kohl de demander au président de la Bundesbank d'accepter une dévaluation du franc... L'idée de Mitterrand était alors que mieux valait une monnaie unique, dont nous serions partie prenante.

Quel regard portez-vous sur la crise traversée par la zone euro en 2015 avec la Grèce ?

Finalement, elle a été bien gérée. Cependant sur la Grèce, je n'étais pas choqué par la position du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble. Cela aurait été moins dur pour les Grecs de quitter la zone euro, de revenir à un eurodrachme dévalué et de bénéficier d'un plan **d'accompagnement pour restaurer leur économie, jusqu'à ce qu'ils puissent revenir.**

Il faut donc parfois faire marche arrière pour sauver l'Europe ?

En tout cas, il faut reconvaincre les peuples. mais bien sûr, le « système » n'a pas envie de se réformer, même si Jean-Claude Juncker et Donald Tusk (président du Conseil européen) sont lucides sur la situation. Pourquoi être soumis à la téléologie, qui voudrait que l'Europe aille toujours dans une seule et même direction, quoi que votent les peuples, et qu'il n'y ait pas de corrections possibles ? En exagérant, les réactions des européistes me font penser à celles des Soviétiques qui se sont engagés militairement en Afghanistan en expliquant qu'il n'était pas possible de laisser tomber un régime communiste. En Europe, il ne suffit pas que l'usine à gaz promette de fonctionner mieux. L'urgence, c'est de retrouver les peuples.

Hongrie, Pologne... Ces pays où les valeurs de l'Union européenne sont ébranlées

Fabien CAZENAVE.

Ouest-France Publié le 15/09/2018



Le vote du Parlement européen cette semaine contre la Hongrie a mis en lumière la notion d'Etat de droit. Au-delà du cas hongrois, plusieurs pays inquiètent dans l'Union européenne.

Les eurodéputés ont voté mercredi 12 septembre en faveur du déclenchement de l'article 7 des traités européens pour sanctionner la Hongrie qui ne respecte pas les valeurs européennes. Or, le pays de Viktor Orban n'est pas le seul à inquiéter sur l'Etat de droit au sein de l'Union européenne.

Si un seul autre pays, la Pologne, est sous le coup d'une procédure de sanction équivalente, des réformes judiciaires jugées controversées, des scandales de corruption touchant un gouvernement ou des meurtres contre des journalistes ont eu lieu dans plusieurs États membres.

La Hongrie d'Orban

Il est notamment reproché au gouvernement Orban d'avoir mis en place une réforme des médias et du système judiciaire qui posent problème du point de vue du pluralisme et de la séparation des pouvoirs. La réforme sur le financement des universités inquiète aussi car elle visait avant tout l'établissement créé par le milliardaire américain d'origine hongrois George Soros.

Le commissaire néerlandais Frans Timmermans a rappelé mardi 11 septembre lors d'un débat tenu au Parlement européen que l'exécutif européen partageait les conclusions du rapport adopté mercredi par les eurodéputés. « **La société civile est menacée par les décisions prises par le gouvernement hongrois** », a-t-il déclaré. Il a rappelé que la Commission avait saisi la justice sur plusieurs sujets, notamment sur la loi pénalisant les associations qui s'occupent des migrants.

Le débat en plénière à Strasbourg a aussi montré les inquiétudes de plusieurs eurodéputés sur la corruption au niveau de l'État. La parlementaire allemande Ingeborg Gräßle a notamment pointé le fait que « **plusieurs oligarques hongrois proches de Viktor Orbán ont pris le pouvoir dans plusieurs médias du pays** ». « **Vous représentez le système le plus corrompu au sein de l'Union européenne** », a accusé le chef des socialistes européen, Udo Bullmann.

La Hongrie s'est aussi dotée d'une Loi sur la transparence des organisations financées par des capitaux étrangers, qui contraint toute ONG recevant un financement venu de l'étranger à se faire enregistrer comme « organisation civile financée par des capitaux étrangers », mention rappelant l'époque communiste.

La Pologne de Kaczyński

Depuis le retour au pouvoir du PiS de Jarosław Kaczyński, les tensions avec la Commission européenne sont nombreuses : réforme de la Cour suprême, de la justice ou tentative de contrôler les médias...

La gardienne des traités européens avait demandé à Varsovie de suspendre sa réforme judiciaire en 2017. Devant l'adoption de celle-ci durant l'été, malgré une large mobilisation populaire, la Commission a décidé le 20 décembre de lancer la phase préliminaire de la procédure de l'article 7. Sur les médias, le gouvernement PiS (Droit et Justice) a fait adopter une loi controversée qui lui assure le contrôle des médias publics. Dans un entretien accordé à Ouest-France, le journaliste polonais Jarosław Kurski, rédacteur en chef de la Gazeta Wyborcza expliquait que « **la liberté de la presse est menacée en Pologne** ».

La réforme de la Cour suprême polonaise est officiellement entrée en application début juillet. La loi prévoit le départ à la retraite de 40 % des juges de la Cour. Soit 27 magistrats sur 72, dont la première présidente Malgorzata Gersdorf, en première ligne contre la politique judiciaire du gouvernement. Seul le président Andrzej Duda, proche du PiS, est habilité à prolonger leur mandat. Une manière de mettre au pas une des rares institutions qui contestaient certaines réformes proposées par le gouvernement.

La Roumanie et la réforme de la justice qui inquiète

Des manifestations ont eu lieu à plusieurs reprises depuis que les sociaux-démocrates sont arrivés au pouvoir début 2017. En cause notamment, la volonté du parti de Liviu Dragnea de dépenaliser plusieurs infractions en matière de corruption. Une manière de permettre au président du Parlement de redevenir Premier ministre, ce qu'il ne peut

plus faire à cause d'une condamnation passée. Cette volonté de modifier le Code pénal a suscité l'inquiétude de la Commission européenne et du département d'État américain.

Par ailleurs, le président roumain (opposé au gouvernement) a été contraint début juillet à la révocation de la cheffe du parquet anticorruption (DNA) Laura Codruta Kovesi, après des semaines de bras de fer entre la majorité de gauche, qui souhaitait son renvoi, et le chef de l'État. La cheffe de la DNA incarnait la justice pour beaucoup de Roumains, écœurés par cette gangrène qui mine leur pays. L'institution doit ses résultats probants à la nomination en 2013 de cette magistrate de 45 ans. En 2017, la DNA a permis de juger mille inculpés. Un tiers avait des hautes fonctions,

parmi eux, trois ministres et six parlementaires. Des chiffres impressionnants, mais pas du goût du parti social-démocrate.

Le pays vit ainsi une crise politique qui a débouché sur des manifestations anticorruption réprimées dans la violence durant l'été et des accusations de tentative de coup d'État. À trois mois du début de sa présidence tournante de l'Union européenne le 1er janvier prochain, la Roumanie suscite l'inquiétude de bon nombre de ses partenaires européens.

La Slovaquie et les liens de ministres avec la mafia

L'affaire du meurtre du journaliste d'investigation slovaque Jan Kuciak, fin février, secoue le pouvoir dans ce pays d'Europe centrale. Mercredi 14 mars, le Premier ministre de centre-gauche (Smer) en personne, Robert Fico, a présenté sa démission.

Le dernier article de Jan Kuciak, publié après sa mort, portait sur des liens présumés entre des hommes d'affaires italiens opérant en Slovaquie et deux Slovaques qui ont ensuite travaillé dans le cabinet de Robert Fico. L'un de ces hommes d'affaires italiens a depuis lors été inculpé de trafic de drogue en Italie et de détournement de fonds européens en Slovaquie.

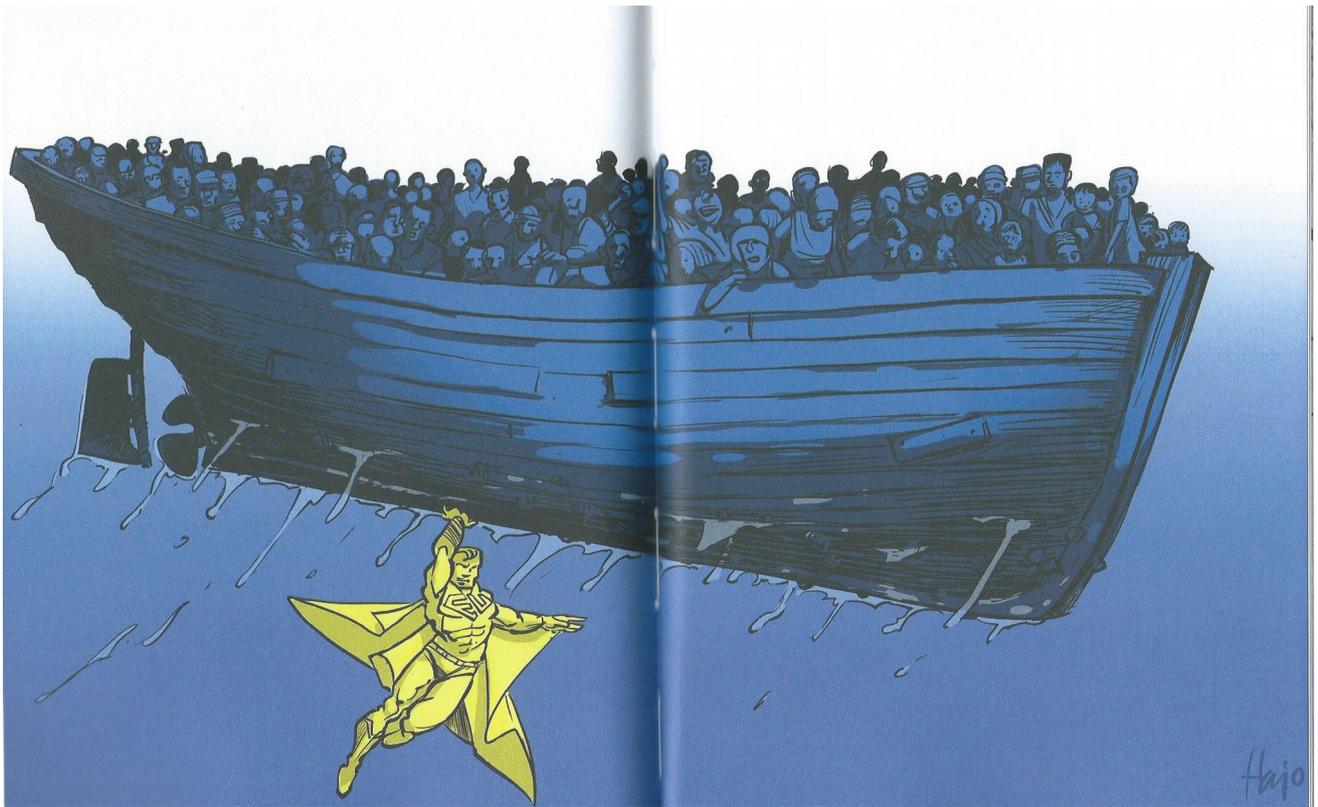
Fin mai, l'avocat de la famille du journaliste avait dénoncé dans la presse les nombreux manquements de l'enquête. Corps des victimes déplacés, preuves détruites ou abandonnées... Amateurisme ou négligence coupable, la police est sous le feu des critiques depuis.

À Malte, une journaliste anticorruption tuée

Le 16 octobre 2017, le meurtre de la journaliste et blogueuse anticorruption, Daphné Caruana Galizia, a plongé l'île dans la stupeur. Cette femme de 53 ans a été tuée dans l'explosion de sa voiture de location alors qu'elle circulait à côté de chez elle.

La journaliste tenait un blog extrêmement populaire dans lequel elle dénonçait des affaires de corruption impliquant des responsables politiques de l'île méditerranéenne. Souvent qualifiée de « **WikiLeaks à elle toute seule** », Daphné Caruana Galizia avait révélé certains des pans les plus sombres de la politique maltaise, s'en prenant avec virulence au Premier ministre travailliste Joseph Muscat, et plus récemment aussi au chef de l'opposition.

En 2016, le chef de cabinet du Premier ministre, Keith Schembri, et le ministre de la santé et de l'énergie, Konrad Mizzi, étaient impliqués dans l'affaire des « **Panama papers** ». Ils avaient créé en juin 2015, par l'intermédiaire de Mossack Fonseca, diverses fondations



L'Europe dont nous rêvons...

Tess d'Armagnac (20 ANS)

Noé Petiot (21 ans)

Léa Oriol (21 ans)

du Parlement européen des jeunes
association éducative créée en 1987

L'Europe est un monstre : imparfait, impressionnant, intrigant... et nous vous mettons au défi de définir un monstre ! L'Europe a cela de fou qu'on ne peut pas dire ce qu'elle est.

Parce qu'elle est diverse, en construction permanente, nous avons le sentiment, un peu utopique, que les 500 millions d'habitants de l'Union européenne peuvent chacun avoir leur propre perception, positive ou non, de cet espace.

Si l'Europe n'est pas envahissante au point de nous contraindre à une vision unique, elle n'est pas non plus suffisamment bonne communicante pour nous montrer à quel point les décisions prises par ses institutions influent sur notre quotidien.

L'une des problématiques à soulever quant au désintérêt des jeunes pour la cause européenne nous paraît être plus profonde que le seul grand bazar européen et le manque de communication – « communication » au sens d'une information qui parvient jusqu'aux citoyens. Nous jeunes Français n'avons jamais connu la guerre. Dès lors que nous avons commencé à « réfléchir », l'espace dans lequel nous vivons nous a paru rempli d'opportunités que n'avaient pas les adolescents des générations plus anciennes.

Nous avons grandi, étudié, nous sommes devenus autonomes dans cet espace sans frontières, plus vaste, plus simple aussi.

Tous ces avantages, que nous considérons comme acquis, sont pourtant à la base de la construction européenne. Ils sont incroyablement précieux, mais tellement ancrés en nous, que nous n'en avons pas conscience. Au contraire, nombre d'aspects négatifs constituent la partie émergée de l'iceberg et nous avons à cœur de les dénoncer ! Ces défauts ou imperfections de l'Europe sont suffisamment connus et décriés pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'y attarder.

Il semblerait donc que la majorité des jeunes n'ait pas conscience de cette double citoyenneté, nationale et européenne. Pourtant dès lors que l'on se pose la question « Qu'est-ce que l'Europe pour moi ? », des évidences nous sautent aux yeux. Ce projet européen en marche depuis 1951, nous y croyons et nous en rêvons ! Nous attendons de l'Europe, qu'elle soit une sorte de « super-pays » par la taille et les chances qu'il offre, sans renoncer à la souveraineté de la France. Cet espace de débats et de décisions -serait dénué des perversions politiques que l'on trouve trop souvent dans le cadre national. L'Union européenne devrait encore être moderne et belle, avant-gardiste aussi. Les avancées n'y seraient pas perçues comme des dénaturations, l'efficacité et la qualité seraient des principes majeurs. Démocratique et transparente, notre Europe serait un lieu de droit, non assujéti aux groupes de pression aujourd'hui si influents.

Nous rêvons d'une Europe qui serait un lieu d'échange, de transmission, de partage et d'initiatives.

Europe

Jules Romains
1885-1972

Europe ! Je n'accepte pas
Que tu meures dans ce délire.
Europe, je crie qui tu es
Dans l'oreille des tueurs.

Europe ! Ils nous ferment le bouche ;
Ma la voix monte à travers tout
Comme une plante brise-pierre.

Ils auront beau mener leur bruit ;
Je leur rappelle doucement
Mille choses délicieuses.

Ils auront beau pousser leur crime ;
Je reste garant et gardien
De deux ou trois choses divines.

Europe, 1916 © Editions Gallimard



L'enlèvement d'Europe, 1933 Max Beckmann

Bibliographie :

Europe, une nouvelle géographie, le débat n°190 , Gallimard 2016

Histoire de la construction européenne, Sylvain KAHN, PUF 2011

Goodbye l'Europe, Sylvie GOULARD, Flammarion 2016

Le mal européen, Guy VERHOFSTADT, Plon 2106

L'Euro : comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe, Joseph STIGLITZ, les liens qui libèrent 2016

Jamais sans l'Europe, Michel SAPIN et Joseph SHAUBLE, débats publics 2016

La fin de l'Union Européenne, Coralie DELAUME et David CAYLA, Michalon, 2917

Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. À l'heure du Brexit Dirigé par Pierre VERLUISE

Europa, notre histoire Etienne FRANCOIS et Thomas SERRIER arènes editions 2017

L'Europe. Encyclopédie historique COLLECTIF ACTE SUD OCTOBRE 2018

Désunion européenne, 60 dessins de presse, préface de Daniel Cohn-Bendit Cartooning for peace Gallimard 2017

Filmographie

l'Europe au bord du crash ? Annalisa Piras docu fiction, 2015

<https://info.arte.tv/fr/europe-crash>

La bataille pour l'Europe, [Achim Scheunert](#), documentaire, 2016

<https://info.arte.tv/fr/la-bataille-pour-leurope-le-film>

Sitographie :

<http://www.centre-robert-schuman.org/enseigner-l-europe>

<https://mouvement-europeen.eu/>

https://europa.eu/european-union/about-eu/countries/member-countries_fr

<https://www.touteleurope.eu/>

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/fonctionnement/institutions/>